



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/AC.4/2002/6
8 mai 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la promotion et de
la protection des droits de l'homme
Groupe de travail sur les populations autochtones
Vingtième session
22-26 juillet 2002
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

QUESTIONS DIVERSES

**Fonds de contributions volontaires des Nations Unies
pour les populations autochtones**

Note du secrétariat

La présente note contient les recommandations adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones lors de ses consultations intersessions de mars 2002 et à sa quinzième session, tenue à Genève du 3 au 5 avril 2002, recommandations qui ont été approuvées respectivement le 27 mars et le 17 avril 2002, au nom du Secrétaire général, par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

Mandat du Fonds

1. L'Assemblée générale des Nations Unies a créé le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones par sa résolution 40/131 en date du 13 décembre 1985, afin d'aider des représentants de communautés et d'organisations autochtones à participer aux débats du Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, en leur apportant une assistance financière provenant de contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'autres entités privées ou publiques. Dans sa résolution 50/156 en date du 21 décembre 1995, l'Assemblée générale a décidé que le Fonds servirait également à aider les représentants de communautés et d'organisations autochtones à participer aux débats du Groupe de travail intersessions à composition non limitée créé par la Commission des droits de l'homme dans

sa résolution 1995/32, qui a été approuvée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1995/32 du 25 juillet 1995.

2. Dans sa résolution 56/140 en date du 19 décembre 2001, l'Assemblée générale a étendu le mandat du Fonds en décidant qu'il devrait également servir à aider des représentants de communautés et d'organisations autochtones à assister, en qualité d'observateurs, aux sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Ce mandat a été immédiatement appliqué par le secrétariat du Fonds et son Conseil d'administration (voir par. 6 et 7 ci-dessous).

Conseil d'administration

3. Conformément aux résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration a pour mandat de donner au Secrétaire général des avis sur la gestion du Fonds, par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Le Conseil est composé de cinq membres ayant l'expérience voulue des questions touchant les populations autochtones et siégeant à titre individuel en tant qu'experts de l'Organisation des Nations Unies. Les membres du Conseil sont nommés par le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Président en exercice de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, compte dûment tenu de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable, pour un mandat renouvelable de trois ans. Un membre au moins du Conseil doit représenter une organisation de populations autochtones largement reconnue.

4. Les cinq membres du Conseil d'administration, qui ont été nommés par le Secrétaire général pour un mandat renouvelable de trois ans venant à terme le 31 décembre 2002, sont eux-mêmes des experts autochtones; il s'agit de M. Michael Dodson (Australie), de M^{me} Naomi N. Kipuri (Kenya), de M. José Carlos Morales Morales (Costa Rica), de M^{me} Tove S. Petersen (Groenland/Danemark) et de M^{me} Victoria Tauli-Corpuz (Philippines; Présidente du Conseil).

Bénéficiaires

5. Les critères régissant la sélection des bénéficiaires ont été établis par l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme ainsi que par le Secrétaire général, conformément aux recommandations du Conseil d'administration du Fonds (voir l'annexe I).

Consultations intersessions concernant le nouveau mandat du Fonds

6. Immédiatement après l'adoption de la résolution 56/140 de l'Assemblée générale, qui a étendu le mandat du Fonds, le secrétariat du Fonds a largement diffusé les formulaires de candidature pour permettre aux représentants des organisations et des communautés autochtones de soumettre la candidature de personnes souhaitant assister, en tant qu'observateurs, à la première session de l'Instance permanente sur les questions autochtones prévue à New York du 13 au 24 mai 2002. Le secrétariat du Fonds a reçu et analysé plus de 400 candidatures émanant d'organisations et de communautés autochtones et a pris des décisions concernant leur recevabilité.

7. Pendant les consultations intersessions, le Conseil d'administration du Fonds a examiné 323 demandes recevables. Tenant compte des critères de sélection et du montant déjà approuvé dans le plan de dépenses pour 2002 sur recommandation du Conseil à sa quatorzième session

(138 000 dollars des États-Unis), le Conseil a recommandé l'octroi de 25 indemnités pour frais de voyage. Au nom du Secrétaire général, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a approuvé cette recommandation le 27 mars 2002. Le secrétariat du Fonds et son Conseil d'administration ont informé tous les candidats des décisions prises au sujet de leur demande. La liste des bénéficiaires figure à l'annexe II.

Quinzième session du Conseil d'administration du Fonds

8. Au cours des six séances qu'il a tenues à sa quinzième session, qui a eu lieu à Genève du 3 au 5 avril 2002, le Conseil d'administration du Fonds a examiné les informations établies par le secrétariat concernant: la situation financière du Fonds; les nouvelles contributions versées et annoncées par les gouvernements depuis la quatorzième session; les nouvelles demandes d'indemnité pour frais de voyage en vue de la participation à la vingtième session du Groupe de travail sur les populations autochtones et à la huitième session du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le Conseil a en outre rencontré: des représentants de gouvernements donateurs au cours de sa réunion annuelle avec les donateurs; des représentants d'organisations non gouvernementales spécialisées, du Centre de documentation, de recherche et d'informations des peuples autochtones (DOCIP), d'Incomindios et du Conseil œcuménique des Églises, ainsi qu'un chargé de programme à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

9. La liste des contributions versées à temps pour la quinzième session du Conseil d'administration et des annonces de contribution figure à l'annexe III.

Exécution du nouveau mandat du Fonds concernant l'Instance permanente

10. Le Conseil d'administration a noté avec satisfaction que, durant l'intersessions, son secrétariat a exécuté le nouveau mandat établi par l'Assemblée générale pour permettre à 25 observateurs autochtones d'assister à la première session de l'Instance permanente sur les questions autochtones après un processus de sélection et d'examen approfondi de plus de 400 demandes. Le Conseil s'est réjoui du fait que la Haut-Commissaire aux droits de l'homme ait immédiatement approuvé, au nom du Secrétaire général, les recommandations formulées et que les lettres destinées à informer les bénéficiaires aient déjà été envoyées. À la satisfaction du Conseil, cette procédure a été entamée et menée à terme en un temps record.

11. Le Conseil a recommandé que le Bureau de l'Instance permanente, à sa première session en mai 2002, invite le Président ou tout autre membre du Conseil ou son secrétariat et le Fonds à faire une déclaration pour présenter le nouveau mandat du Fonds et fournir des renseignements sur son exécution.

12. Le Conseil d'administration a recommandé au Secrétaire général de rendre compte de l'exécution de ce nouveau mandat dans son rapport biennal à l'Assemblée générale, à sa cinquante-septième session, ainsi que dans un rapport spécial destiné à informer l'Instance permanente qui serait soumis à cette dernière en tant que document de sa première session.

Mise en œuvre des recommandations adoptées à la quatorzième session

13. Le Conseil a noté avec satisfaction que toutes les recommandations adoptées à sa quatorzième session en 2001 (voir document E/CN.4/Sub.2/AC.4/2001/4) avaient été appliquées par son secrétariat.

Examen des nouvelles demandes d'indemnités

14. Le Conseil d'administration a examiné:

a) Deux cent trente-deux (232) nouvelles demandes recevables pour l'octroi d'indemnités pour frais de voyage et de subsistance à des représentants d'organisations et de communautés autochtones souhaitant assister à la vingtième session du Groupe de travail sur les populations autochtones qui doit avoir lieu à Genève du 22 au 26 juillet 2002;

b) Vingt-sept (27) nouvelles demandes recevables pour l'octroi d'indemnités pour frais de voyage et de subsistance à des représentants souhaitant assister à la huitième session du Groupe de travail créé par la Commission des droits de l'homme en vertu de sa résolution 1995/32 afin d'élaborer un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones qui doit avoir lieu à Genève du 2 au 13 décembre 2002.

Recommandations concernant les indemnités

15. Après avoir examiné les demandes à la lumière des critères de sélection (voir annexe I), le Conseil d'administration a recommandé les mesures suivantes:

a) Octroi de soixante-dix-huit (78) indemnités pour frais de voyage d'un montant total d'environ 305 000 dollars des États-Unis pour permettre à des représentants de communautés et d'organisations autochtones (voir annexe IV) d'assister à la session du Groupe de travail sur les populations autochtones;

b) Octroi de seize (16) indemnités pour frais de voyage d'un montant total d'environ 71 525 dollars des États-Unis pour permettre à des représentants de communautés et d'organisations autochtones (voir annexe V) d'assister à la session du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

16. La sélection des bénéficiaires s'est faite en fonction des demandes recevables envoyées; si leur répartition géographique n'est pas équilibrée, c'est parce que de nombreuses demandes ont été reçues de certains pays et aucune ou quelques-unes seulement d'autres.

Autres recommandations

17. Le Conseil d'administration a recommandé au Secrétaire général d'adopter un nouveau principe directeur en vertu duquel une recommandation en faveur d'un candidat souhaitant assister à une session de l'Instance permanente n'exclurait pas une autre recommandation pour permettre au même candidat d'assister à la session d'un Groupe de travail et vice versa.

18. Le Conseil d'administration a confirmé sa pratique et recommandé au Secrétaire général d'adopter un nouveau critère de sélection en vertu duquel le Conseil donnerait la priorité aux

candidats vivant dans leur propre communauté et pays par rapport aux candidats vivant à l'étranger.

19. Le Conseil d'administration a décidé d'appliquer strictement son principe directeur selon lequel il ne retiendrait aucune demande qui ne serait pas appuyée par une lettre de recommandation dûment signée par un dirigeant de l'organisation autochtone concernée. En outre le Conseil a recommandé au Secrétaire général d'adopter un nouveau principe directeur en vertu duquel une lettre de soutien signée par le candidat lui-même ne serait pas examinée par le Conseil.

20. Le secrétariat et les membres du Conseil assistant à une session des groupes de travail ou de l'Instance permanente essayeront de rencontrer les bénéficiaires. Si nécessaire, ils leur rappelleront leur obligation de participer pleinement à toutes les réunions.

21. Au cours des prochaines sessions des groupes de travail et de l'Instance permanente, le secrétariat devrait organiser à nouveau une réunion d'information avec les représentants autochtones pour leur expliquer comment présenter au Fonds des demandes d'indemnités pour frais de voyage.

22. Le Conseil d'administration a proposé que le Groupe de travail sur les populations autochtones adopte son thème principal pour ses deux prochaines sessions afin que les candidats puissent mieux se préparer à participer à ses discussions.

Distribution des formulaires de demande

23. Les formulaires de demande du Fonds devraient être distribués aussi largement que possible. Les membres du Conseil d'administration continueront aussi de s'employer activement à diffuser ces formulaires dans leurs zones géographiques respectives.

24. Le Conseil d'administration a recommandé que la date limite pour la présentation de demandes en vue d'assister aux sessions de l'Instance permanente et des groupes de travail soit le 1^{er} octobre.

Répartition des nouvelles demandes reçues

25. Le Conseil d'administration a examiné la question de l'équilibre devant être observé en 2003 en ce qui concerne la répartition des indemnités entre l'Instance et les groupes de travail compte tenu du nombre de demandes recevables adressées au Conseil en 2002, du nombre inférieur de demandes reçues pour le Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de déclaration (27), des demandes plus nombreuses (plus de 235) reçues pour le Groupe de travail sur les populations autochtones ainsi que du fait que les représentants autochtones se sont montrés très intéressés par une participation à la première session de l'Instance permanente (plus de 400 demandes).

Plan de dépenses pour 2003

26. Le Conseil d'administration a approuvé le plan de dépenses révisé pour 2003 et, tenant compte du grand nombre de demandes reçues de représentants souhaitant assister à la première session de l'Instance permanente, a augmenté le montant recommandé par le Secrétaire général

pour l'octroi d'indemnités pour frais de voyage aux représentants souhaitant assister à la deuxième session.

27. Étant donné le nombre accru de demandes recevables qu'il doit examiner et le nouveau mandat qui lui a été conféré par l'Assemblée générale, le Conseil a recommandé que sa session annuelle, qui dure d'habitude trois jours, soit prolongée de deux jours en 2003.

28. Pour les raisons évoquées ci-dessus et sachant également que le secrétariat a besoin de temps pour analyser les demandes de participation à la deuxième session de l'Instance permanente qui seront reçues avant la date limite du 1^{er} octobre et se prononcer sur leur recevabilité, le Conseil d'administration a estimé que, pour être en mesure d'examiner dans les délais impartis toutes les demandes recevables et d'adopter les recommandations qui s'imposent, il faudrait prévoir une session supplémentaire de trois jours à la fin de février. La principale session du Conseil continuerait, elle, à avoir lieu pendant la session de la Commission des droits de l'homme afin de permettre au Conseil de procéder à la collecte de fonds prévue dans son mandat et de rencontrer les donateurs.

Collecte de fonds

29. Les membres du Conseil ont rencontré d'une manière informelle des donateurs au cours de la session annuelle de la Commission des droits de l'homme et ont exprimé leur gratitude aussi bien aux donateurs actuels qu'aux nouveaux donateurs.

30. Le Conseil a confirmé sa pratique consistant à se réunir chaque année avec les donateurs, le dernier jour de sa session.

31. Des membres du Conseil ont recommandé à la Haut-Commissaire aux droits de l'homme d'adresser en septembre 2002 aux donateurs une lettre dans laquelle elle les inviterait à verser des contributions supplémentaires avant la prochaine session du Conseil afin de permettre à celui-ci d'accroître encore le nombre d'indemnités versées et d'élargir ainsi la représentation des communautés et des organisations autochtones en 2002.

32. Le Conseil a recommandé au Bureau de la Commission des droits de l'homme, à sa session annuelle, de continuer d'inviter la Présidente ou tout autre membre du Conseil qui se trouverait à Genève au cours de la session de la Commission à faire une déclaration pour présenter le rapport de la session du Conseil, faire le point sur l'application des décisions du Secrétaire général, exposer les besoins du Fonds et adresser aux donateurs un appel pour de nouvelles contributions.

33. Après avoir rencontré des représentants des ONG mentionnées au paragraphe 8 ci-dessus, qui fournissent une assistance aux représentants de communautés et d'organisations autochtones qui participent aux sessions du Groupe de travail ainsi qu'avec des représentants de l'UNITAR, le Conseil a recommandé au secrétariat de poursuivre sa coopération avec ces organisations ainsi que d'autres.

Dates de la seizième session

34. Le Conseil a recommandé que sa seizième session ait lieu avant l'examen, par la Commission des droits de l'homme, du point de l'ordre du jour consacré aux populations autochtones, si possible du 31 mars au 4 avril 2003.

Annexe I

CRITÈRES CONCERNANT LA SÉLECTION DES BÉNÉFICIAIRES

1. Conformément à la résolution 40/131 de l'Assemblée générale, les seuls bénéficiaires de l'assistance du Fonds sont des représentants de communautés et d'organisations autochtones:
 - a) Qui sont considérés comme tels par le Conseil d'administration;
 - b) Qui ne pourraient pas, de l'avis du Conseil, assister aux sessions des groupes de travail sans l'aide du Fonds;
 - c) Qui seraient en mesure de contribuer à faire mieux connaître aux groupes de travail les problèmes touchant les populations autochtones et qui permettraient d'assurer une large représentation géographique.
2. Conformément à la résolution 1995/32 de la Commission des droits de l'homme, les organisations doivent être en outre dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou être autorisées par le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales à assister aux travaux des groupes de travail de la Commission des droits de l'homme.
3. En outre, le Conseil d'administration a établi les règles pratiques et principes directeurs ci-après qui ont été approuvés par le Secrétaire général:
 - a) Les représentants qui présentent une demande d'indemnité devraient être des autochtones et les organisations qui proposent leur candidature devraient être de même des organisations autochtones;
 - b) Le Conseil d'administration sélectionne tant des représentants qui n'ont jamais participé à une session d'un groupe de travail que des représentants qui y ont déjà participé et qui seraient à même d'acquérir des compétences spécialisées et de renforcer le noyau de participants à un groupe de travail;
 - c) Le Conseil n'examine pas plus de deux demandes par organisation;
 - d) Le Conseil ne prend en considération ni les demandes des candidats qui ne sont pas accompagnées d'une lettre de soutien signée par un dirigeant de leur organisation, ni la candidature de personnes qui ne sont pas elles-mêmes des autochtones;
 - e) Les candidats doivent soumettre un formulaire de demande dûment rempli auquel ils doivent joindre une lettre de recommandation dans l'une des langues de travail du secrétariat du Conseil (l'anglais, l'espagnol ou le français). Les demandes rédigées dans une autre langue officielle de l'Organisation des Nations Unies (l'arabe, le chinois ou le russe) seront renvoyées aux candidats qui seront invités à les représenter au secrétariat du Conseil traduites en anglais, en espagnol ou en français. Les demandes et les lettres de recommandation présentées dans une autre langue que l'anglais, l'espagnol ou le français ne seront pas prises en considération par le Conseil;

f) Le Conseil encourage les organisations et communautés autochtones à prendre en considération l'équilibre des sexes et à présenter, si possible, un homme et une femme comme candidats;

g) Le Conseil encourage les organisations et communautés autochtones à recommander des jeunes;

h) Le Conseil encourage les anciens bénéficiaires du Programme de bourses du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour les populations autochtones à solliciter des indemnités pour représenter leur organisation ou communauté aux sessions des groupes de travail en envoyant des formulaires de demande dûment remplis satisfaisant à tous les critères de sélection;

i) Les candidats doivent indiquer leurs responsabilités dans leur organisation ou communauté;

j) Il a été demandé aux candidats qui désirent assister à la dix-neuvième session du Groupe de travail sur les populations autochtones d'indiquer que leur demande se rapporte au thème annuel concerné, qui est «Les populations autochtones et leur droit au développement».

Annex II

UNITED NATIONS VOLUNTARY FUND FOR INDIGENOUS POPULATIONS

**Beneficiaries of travel grants to attend the first session of the
Permanent Forum on Indigenous Issues
(New York, 13-24 May 2002)**

Application No. ^a	Name ---- Indigenous Peoples of Applicant	Organization's Name ---- City, State	Indigenous Population Represented
Africa			
38	Saoudata Aboubacrine (f) Touareg	Tin Hinan, Ouagadougou, Burkina Faso	Touareg
254	Kapupu Diwa Mutimanwa (m) Pymee-Bambutu	Programme d'intégration et de développement du peuple Pygmée au Kivu, Bukavu, Democratic Republic of the Congo	Pygmée
218	Jorum Jurgen A.A. Useb (m) Hailom San (Bushmen)	Working Group of Indigenous Minorities in Southern Africa (WIMSA), Windhoek, Namibia	Different San cultural and language groups
219	Alfred Ilenre (m) Edo tribe	Ethnic Minority and Indigenous Rights Organisation of Africa (EMIROAF), Lagos, Nigeria	The Edo people
255	Hassan Idbalkassm (m) Amazig	Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee (IPACC), Cape Town, South Africa	Various indigenous peoples in Africa
246	Mary Simat (f) Masai	"	Masai
America			
North America			
69	Ronald F. Barnes (m) Yup'ik	Indigenous Peoples and Nations Coalition - Tununak Traditional Council, Anchorage, Alaska, United States of America	Yup'ik, Eyak with Tlingit and Aleut affiliates, and Athabascan Alaska
South America			
89	Carlos Mamani (m) Aymara (Pacajaqi)	Taller de Historia Oral Andina (THOA), La Paz, Bolivia	Andean indigenous peoples (Argentina, Bolivia, Chile, Peru)
142	Nelly Ayenao Cotrena (f) Mapuche	Organización Mapuche Consejo de Todas las Tierras, Temuco, Chile	Mapuche
133	Juan León Alvarado (m) Maya K'iché	Defensoría Maya, Guatemala City, Guatemala	Maya
129	Carmen Octavia Pérez Chávez (f) Zapoteca	Consejo Indígena de Oaxaca "Ricardo Flores Magón" CIPO-RFM, Oaxaca, Mexico	Zapotecas

Application No. ^a	Name ---- Indigenous Peoples of Applicant	Organization's Name ---- City, State	Indigenous Population Represented
76	Florina López Miró (f) Kuna	Taller de Mujeres Kunas, Panama	Kuna
Asia			
331	Mrinal Kanti Tripura (m) Tripura	Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti (PCJSS), Rangamati Hills Tracts, Bangladesh	11 different indigenous peoples known as Jumma
190	Neingulo Krome (m) Naga	Naga Peoples' Movement for Human Rights (NPHR), Kohima, Nagaland, India	Naga
269	Mierna Lukman (f) Lipulaalo	Alliance of Indigenous People of Archipelago (AMAN), Palu, Sulawesi Tengah, Indonesia	Laalo
304	Kaori Tahara (f) Ainu	Ainu Association of Sapporo, Sapporo, Japan	Ainu
316	Sirjana Subba (f) Limbu	Association of Limbu Shamans, Kathmandu, Nepal	Limbu
1	Jannie Lasimbang (f) Kadazan	Asia Indigenous Peoples' Pact (AIPP), Chiang Mai, Thailand	Various indigenous peoples in Asia
Europe			
28	Aviaaja Lynge (f) ^b Inuit-Greenlandic	Inuit Youth International, Nuuk, Denmark	Inuit
12	Gulvaira Shermatova (f) Kumandin	Altay regional public organization of the Kumadin people "Istoc", Altay, Russian Federation	Kumadin
22	Oleg Zaporotzkii (m) Itelemen	Survival Council of Itelemen of Kamchatka "Tchasanom", Koryak region, Palana, Russian Federation	Itelemen
7	Pavel Sulyandziga (m) Udege	Russian Association of Indigenous Peoples of the North (RAIPON), Moscow, Russian Federation	Udege
Oceania			
53	Vonda Moar (f) Torres Strait Islander descent	Torres Strait National Authority, Thursday Island, Queensland, Australia	Torres Strait Islanders and Aboriginal people
54	Anthony Sinclair (m) Maori	Te Kawau Maro, Auckland, New Zealand	Maori (Ngati Porar - East Coast of New Zealand)
93	Mildred Kafa (f) ^c Katova	Zazao Environment Rights Organization, Honiara, Solomon Islands	Katova

^a All the information contained in the chart reflects the information available on the application forms received.

^b The beneficiary was not able to attend the session and, upon recommendation of the Chairperson of the Board of Trustees, the secretariat decided to accept Mr. Mike Lynge as replacement.

^c The beneficiary was not able to attend the session and, upon recommendation of the Chairperson of the Board of Trustees, the secretariat decided to accept Mr. Ian Aujare as replacement.

Annex III

VOLUNTARY FUND FOR INDIGENOUS POPULATIONS

I. Contributions available at the fifteenth session of the Board in April 2002^a

State/NGO/individual	Amount (US\$)	Paid on
Canada	9 530 18 826	6 April 2001 1 January 2002
Chile	5 000 10 000	24 April 2000 7 June 2001
Denmark	35 294	11 April 2002
Finland	33 996	20 April 2001
France	29 613	11 April 2001
Greece	6 300	16 August 2001
Holy See	1 000	14 January 2002
New Zealand	10 475	26 February 2002
Norway	56 642	12 March 2002
Switzerland	23 392	10 January 2002
Mr. Yorio Shiokawa	116	24 August 2001
Grand Total: 240 184		

II. Pledges made

State	Amount (US\$)	Pledged on
Bolivia	1 000	2-3 November 1999 ^b
Chile	5 000	7-8 November 2001 ^c
Cyprus	2 000	6 February 2002
Venezuela	5 000	7 November 2001
Total	13 000	

^a According to official receipt vouchers available at OHCHR.

^b Pledge made at the 1999 United Nations Pledging Conference on Development Activities in New York.

^c Pledge made at the 2001 United Nations Pledging Conference on Development Activities in New York.

Annex IV

**LIST OF BENEFICIARIES OF TRAVEL GRANTS TO ATTEND
THE TWENTIETH SESSION OF THE WORKING GROUP
ON INDIGENOUS POPULATIONS (22-26 JULY 2002)**

Name of representative	Organization	Indigenous populations represented ^a	City, State ^a
Africa			
Khelil Fouzia (f)	Association socioculturelle Tigmi Kabyle	Kabyle	Tizi-Ouzou, Algeria
Ikarbane Mohamed (m)	"	"	"
Saoudata Aboubacrine (f)	Tin Hinan - Association pour l'épanouissement des femmes nomades	Touareg	Ouagadougou, Burkina Faso
Vital Bambanze (m)	Unissons-nous pour la promotion des Batwa	Batwa	Bujumbura, Burundi
Fadimatou Dahirou (f)	Mboscuda (Mbororo Social and Cultural Development Association)	Mbororo'En	Yaoundé, Cameroon
Jean Robert Bokongo (m)	Union pour le développement des minorités	Pygmée	Kinshasa, Democratic Republic of the Congo
Fabiano David Lolosoli (m)	Paran Integrated Program	Samburu	Isolo, Kenya
Hassan Guyo Shano (m)	Waso Trustland Project	Borana	Isiolo, Kenya
Jason Kareisi Parantai (m)	Maasai AIDS Awareness Programme	Maasai	Kajiado, Kenya
Anna Sigilal Kukuni (f)	Neighbours Initiative Alliance	"	"
Emmanuel Lousot (m)	Tomwo Integrated Pastoralist Development Initiatives	Pokot	Kapenguria, Kenya
Violet Kinga (f)	The Mont Elgon Dorobo Indigenous Community for Sustainable Development	Mount Elgon Dorobo indigenous community	Kapsokwony, Kenya
David Yator Kiptum (m)	Sengwer Indigenous Development Project	Sengwer	Kitale, Kenya
Amina Ali Mohamed (f)	Isak (Somali) Community	Isak (Somali)	Kitale, Kenya
Gladys Tarayia Nasieku (f)	Reto Women Association	Maasai	Nairobi, Kenya
Simon Parkesvi Ole Nadungwenkop (m)	Ogiek Welfare Association	Ogiek	Narok, Kenya

Name of representative	Organization	Indigenous populations represented ^a	City, State ^a
Margaret Kobei (f)	Okiek Rural Integral Project	"	"
Slau Ole Koros (m)	Maa Development Association	Maasai	"
Nkitoria Ole Sakuda (m)	Simba Maasai Outreach Organization	"	Ngong Hills, Kenya
Mohamed Handaine (m)	Confédération des associations amazighes du sud	Amazigh (Berbère)	Agadir, Morocco
Lena Davids (f)	Huisen Women's Organisation	Nama-Tgowani	Mariental, Namibia
Laurentius Davids (m)	Khoekhoegowab Curriculum Committee	Bondelswartz Khoe	Okahandja, Namibia
Khamody Ogas (m)	Tchichitt	Touareg	Agadez, Niger
Abdala Yahaya (m)	Tilalt	"	"
Sada Albachir (f)	Association Tunfa	"	"
Makelo Sinafasi (m)	Action d'appui pour la protection des droits de minorités en Afrique centrale	Pygmée	Cyangugu, Rwanda
America			
North America			
Darrell Brown (m)	Aboriginal Business Leaders and Entrepreneurs	Metis (and aboriginals)	Manitoba, Canada
Natacha Tremblay (f)	Ontario Community College Student Parliamentary Association	Sakamok Anishnawbek Oyibwe's	Ontario, Canada
Ronald Barnes (m)	Indigenous Peoples and Nations Coalition	Yup'ik	Alaska, United States of America
South America			
Rosario Chauque (f)	Mujeres Indígenas en Acción	Diaguito-Calchito	Buenos Aires, Argentina
Alejandro Nestor Chipana (m)	Centro de Educación Campesina de Bases	Aymara	La Paz, Bolivia
Isabel Ortega Ventura (f)	Central Andina de Mujeres Campesinas Provincia Cercado	Aymara-Quechua	Oruro, Bolivia
Cabrera de Flores Justa (f)	Capitanía Guaraní Zona Santa Cruz	Guaraní	Santa Cruz, Bolivia

Name of representative	Organization	Indigenous populations represented ^a	City, State ^a
Genaro Clares Quinta (m)	Consejo del Saber Qulla	Aymara	La Paz, Bolivia
Carmen Jerez Caisabanda (f)	Movimiento Indígena de Tungurahua	Kichwa	Ambato, Ecuador
Mirian Masaquiza (f)	Confederación Nacional de Organizaciones Campesinas Indígenas y Negras	Kichwa Salasaca	Quito, Ecuador
Rubén Ortiz (m)	Programa de Desarrollo Ecoómico y Social de la Mujer Kichin Konojel and Rajpori Ri Mayab' Amaq' Consejo de Organizaciones Mayas de Guatemala	Grupo Maya Kaqchikel	Chimaltenango, Guatemala
Marcelino Diaz de Jesus (m)	Consejo de Pueblos Nahuas del Alto Balsas Guerrero, AC	Nahuatl	Mexico City, Mexico
María Carrillo Segovia (f)	Confederación Nacional de Criadores de Llamas, Alpacas y Vicuñas	Chalhuanca	Cusco, Peru
Próspero Rudencido Gamarra Gómez (m)	Comunidad Campesina "San Lorenzo" de Marca/Centro de Promoción para el Desarrollo Comunal INTI	Comunidad Campesina "San Lorenzo" de Marca	Lima, Peru
Fernando Muñoz Hilario (m)	Federación de Comunidades del Distrito de Iparia	Shipibo-Conibo	Pucallpa, Peru
Felicia Huarsay Villasante (f)	Asociación de Mujeres Quechua Ayllu Warmi	Comunidad Campesina Jilahuata	Puno, Peru
Fortunato Escobar (m)	Unión de Comunidades Indígenas Qollasuyo	Ayrihuas Aymara	"
Cesar Augusto Salas Montalvo (m)	Movimiento Runa Puno	Kheswaruna	"
Victor Calderon Charaña (m)	Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos (CAPAJ)	Aymara	Tacna, Peru
Asia			
Loyal David Hauheng (m)	Bawm Indigenous People's Organisation	Six tribes of Bawm-Zo indigenous peoples	Chittagong, Bangladesh
Santala Basumatary (m)	St. John's Mission, Binji	Bobo	Assam, India

Name of representative	Organization	Indigenous populations represented ^a	City, State ^a
Lal Kishore Lalu (m)	Yuwa Jharkhand Sadawasi Sanghars Samati	Ho	Jharkhand, India
Juliet Fatima Tirkey Imam (f)	The Indian National Trust for Art and Cultural Heritage (INTACH)	Oraon	"
Lalthanmawii (f)	Zo Reunification Organization (ZORO)	Zo	Mizoram, India
Suan Tung Parte (m)	Zo Reunification Organization (ZORO)	Zo	Mizoram, India
Latari Kawadu Madavi (m)	Mulnivasi Mukti Manch (Indigenous Peoples' Liberation Forum)	Gond, Pardhan, Andh, Bhilla, Korku, Halbi, Kolam, Warli, etc.	Nagpur, India
Kaveri Korwate (f)	Mulnivasi Mukti Manch (Indigenous Peoples' Liberation Forum)	Gond, Pardhan, Andh, Bhilla, Korku, Halbi, Kolam, Warli, etc.	"
Prajnalankar Bhikkhu (m)	Peace Campaign Group	Jumma	New Delhi, India
Mierna Lukman (f)	Alliance of Indigenous People of the Archipelago Central Sulawesi (AMASUTA)	Indigenous people of Central Sulawesi	Central Sulawesi, Indonesia
Janes Nanulaitta (m)	Murkele Organization	Molucas	Jakarta, Indonesia
Diana Bimkor Jembise (f)	ELS-HA - The Institute for Human Rights Study and Advocacy	Biak	Jayapura, Indonesia
Ferry Marisan (m)	"	"	"
Yohanna Mandowen (f)	LPPMA Papua - The Institute for Papua Indigenous People Study and Empowerment	Biak - Papua	West Papua, Indonesia
Jaya Laymi Rai (f)	Kirat Rai Language and Literary Council	Kirat Rai People	Jhapa, Nepal
Sirjana Subba (f)	Kirat Yakthung Chumlung	Limbu	Kathmandu, Nepal
Kumar Yonjon Tamang (m)	International Alliance of Indigenous Tribal Peoples of the Tropical Forests, South Asia Regional Desk	Tamang	"
Phulmati Chaudhary (f)	Nepal Federation of Nationalities (NEFEN)	Tharu	"
Jimid Mansayagan (m)	Lumad Peoples Movement for Peace (Kebager te Ked-Inged (KtKI))	Erumanen ne Menevû, Duyangan Manobo, Yambangian	Cotabato, Philippines

Name of representative	Organization	Indigenous populations represented ^a	City, State ^a
Onsino Mato (m)	Siocon Subanon Association Inc. (SSAI)	Subanon	Dipolog City, Philippines
Liton Bom (m)	Asia Indigenous Peoples' Pact	Chin	Chiang Mai, Thailand
Europe			
Camila Shermatova (f)	The Altay Regional Public Organization of the Kumandin People "Istoc"	Kumandin	Altay Region, Russian Federation
Nina Zaporotskaya (f)	Council of Itelmens People Thsanon	Itelmen	Kamchatsky, Russian Federation
Galina Volkova (f)	Association of Indigenous Peoples of the North of the Khabarovsk Region	Nanai	Khabarovsk, Russian Federation
Vladimir Sheirko (m)	Association of Indigenous Peoples of Primorkshy Region	"	Krasny Yar, Russian Federation
Pavel Sulyandziga (m)	Russian Association of Indigenous Peoples of the North (RAIPON)	Udege	Moscow, Russian Federation
Uliya Tinikova (f)	Interregional non-governmental organization "The Cultural Centre of Indigenous Peoples of the Sayan Altai Region"	Khakas	Republic of Khakasia, Russian Federation
Marina Kirsanova (f)	Khakass Regional Public Organization of the Small People of the North, Association "Shoria"	Shor	Republic of Khakasia, Russian Federation
Fenya Lehanova (f)	Association of Indigenous Peoples of Nerungri Ulus, Republic of Sakha	Evenki	Republic of Sakha, Russian Federation
Vazhesova Helen (f)	Shor People's Association	Shor	Tybauka, Russian Federation
Kristina Nordling (f)	Saami Council	Saami	Malmö, Sweden
Nadir Bekirov (m)	Crimean Tatars, Mejlis of Crimean Tatar People	Crimean Tatars	Crimea, Ukraine

Name of representative	Organization	Indigenous populations represented ^a	City, State ^a
Oceania			
Dawn Wallam (f)	Yorganop Child Care Aboriginal Corporation, affiliated to the Secretariat National Aboriginal Islander Child Care (SNAICC)	Nyoongah	Perth, Australia

Breakdown of beneficiaries by gender and region

Geographical region	Number of applicants	Female	Male
Africa	26	10	16
America	19	8	11
Asia	21	9	12
Europe	11	8	3
Oceania	1	1	0
Total	78	36	42

^a According to the application form.

Annex V

**LIST OF BENEFICIARIES TO ATTEND THE EIGHTH SESSION OF THE
WORKING GROUP ON THE DRAFT UNITED NATIONS DECLARATION
ON INDIGENOUS PEOPLES (2-13 DECEMBER 2002)**

Name of representative ^a	Organization ^b	Indigenous populations represented ^c	City, State ^c
Africa			
Salau Ole Koros (m)	Maa Development Association	Maasai	Narok, Kenya
Fatima El Ouafi (f)	Association nouvelle de la culture et des arts populaires (ANCAP) Tamaynut	Amazigh (Berber)	Rabat, Morocco
Abdallah Hitous (m)	"	"	"
America			
North America			
Mililani Trask (f)	Na Koa Ikaika o Ka Lahui Hawaii	Kanaka Maoli - Hawaiian	Hawaii, United States of America
South America			
Marco Antonio Curuchich Mux (m)	Escuela Maya de Derechos Humanos Ixim Che	Maya Kaqchikel	Guatemala City, Guatemala
Norma Vargas Guillén (f)	Yachay Wasi	Indigenous peoples in the districts of Acopia, Qeros, Willoq and Ayllu of Cusco	Cuzco, Peru
Luis Delgado Hurtado (m)	"	"	"
Tomas Alarcon Eyzaguirre (m)	Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos (CAPAJ)	Aymara	Tacna, Peru
Asia			
Mrinal Kanti Tripura (m)	Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti (PCJSS)/Nepal Indigenous Peoples Development and Information Service Centre	Jumma Peoples	Khagrachari, Bangladesh
Liton Bom (m)	Nepal Federation of Nationalities/Chin Human Rights Organization/Asian Indigenous Peoples Pact	Chin	Kathmandu, Nepal

Name of representative ^a	Organization ^b	Indigenous populations represented ^c	City, State ^c
Gore Bahadur Khapangi Magar (m)	Nepal Magar Association	Magar	Kathmandu, Nepal
Bigendra Singh Waiba (m)	International Alliance of Indigenous - Tribal Peoples of the Tropical Forests (South Asian Regional Desk)	Tamang	Kathmandu, Nepal
Europe			
Michail Todishev (m)	Russian Association of Indigenous Peoples of the North (RAIPON)	40 indigenous peoples of the North, Siberia and Far East of the Russian Federation	Moscow, Russian Federation
Rodion Sulyandziga (m)	"	"	"
Kristina Nordling (f)	Swedish selection of the Saami Council, Same Atnam	Sami	Malmö, Sweden
Nadir Bekirov (m)	Meljis of Crimean Tatar People	Crimean Tatars	Simferopol, Ukraine

Breakdown of beneficiaries by gender and region

Geographical region	Number of applicants	Female	Male
Africa	3	1	2
America	5	2	3
Asia	4	0	4
Europe	4	1	3
Total	16	4	12

^a According to the application form, all the representatives are themselves indigenous.

^b All the organizations listed have consultative status with the Economic and Social Council, or were authorized to participate in the open-ended working group on the Permanent Forum by the Council's Committee on Non-Governmental Organizations.

^c According to the application form.